



Lettre n° 16 du 3 février 2017

Au sommaire :

- **Face au leurre d'une improbable nouvelle « union de la gauche »... notre campagne, anticapitaliste et révolutionnaire** - Isabelle Ufferte
- **« Politique industrielle » ou contrôle de l'économie par les travailleurs et la population ?**
Laurent Delage, François Minvielle

Face au leurre d'une improbable nouvelle « union de la gauche »... notre campagne, anticapitaliste et révolutionnaire

La victoire de Hamon à la primaire a changé pour une part la donne « à gauche ». Inattendue il y a quelques semaines seulement, elle suscite aujourd'hui un retour de flamme « unitaire » dans une partie de l'électorat allant de la gauche du PS au PCF en passant par Mélenchon et EELV. Une pétition signée entre autres par Filoche et Caroline de Haas, en appelle à « *une coalition claire et efficace des candidats que sont Benoît Hamon, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon pour porter un projet réellement tourné vers l'avenir ! [...] Nous ne voulons pas qu'ils se diluent, qu'ils fassent de petits arrangements, mais qu'ils dépassent leurs divergences et qu'ils proposent une candidature unitaire en prenant comme socle le meilleur de chacun !* »... De son côté, Mamère déclarait la veille du second tour : « *Le Parti socialiste va se reconstruire, de manière différente. Je ne sais pas s'il s'appellera encore le Parti socialiste et moi je veux participer à la reconstruction de la gauche et de l'écologie [...] Je souhaite faire partie de cette aventure et je pense que Benoît Hamon me demandera d'en faire partie* »...

Alors, possible cette « reconstruction » et nouvelle « unité de la gauche » alors que dans la foulée de sa victoire Hamon est crédité de 16 à 17 % dans un sondage Elabe du 1^{er} février où Mélenchon plafonne désormais à 10 % et Jadot à 1 %... ? Il est permis d'en douter même si Hamon « consulte » à tout va de Cazeneuve à Jadot en passant par Hollande et Mélenchon. Quels que soient les « *petits arrangements* » entre rivaux et les grandes manœuvres à venir, les espoirs auxquels certains voudraient pouvoir s'accrocher sont condamnés : l'offensive capitaliste laisse peu de place aujourd'hui aux marchands d'illusion...

Face à la guerre de classe en cours, la recherche d'introuvables raccourcis prépare des lendemains douloureux. La domination capitaliste de plus en plus violente, destructrice, pose avec acuité la question de la contre-offensive des opprimé-e-s, du monde du travail, de la jeunesse

pour empêcher la faillite annoncée. Elle pose le problème du contrôle de l'économie, de la société, de disputer le pouvoir aux capitalistes, et la nécessité d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti démocratique et révolutionnaire, un parti des travailleurs, tournant le dos à tous les populistes et démagogues, un parti qui se réapproprie les idées du socialisme et du communisme nées il y a plus d'un siècle au sein des luttes des opprimé-e-s.

Liquidation du PS et du PC, une longue période du mouvement ouvrier s'achève

Le rejet de Valls a témoigné du profond discrédit de la direction du PS. Un PS que ses propres dirigeants s'emploient à finir de liquider... non seulement ceux qui ont, officiellement ou non, déjà pris fait et cause pour Macron mais aussi ceux tels Le Guen qui, tout en s'en défendant, précise : « *Je ne dis pas que sa démarche n'est pas intéressante. J'approuve notamment l'idée du dépassement de la droite et de la gauche. Mais elle n'est pas aujourd'hui aboutie* »... Elle est de toute évidence bien en cours même si, petit problème pour Le Guen, Savary et autres « réformateurs » du PS, Macron semble ne pas vouloir s'embarasser d'eux pour la faire aboutir... Il s'est empressé de mettre les points sur les i : « *qu'il y en ait de plus ou moins vocaux qui décident à un moment de changer d'avis et de me soutenir très bien, pour autant [...] ils ne seront pas celles et ceux avec qui je gouvernerai* », tout en faisant la promotion du ralliement du Directeur général adjoint de Bouygues ou de Idrac, ancienne ministre de Chirac.

Tout ce petit monde est donc aussi prudent qu'agité, et derrière les haussements de ton et les menaces de sécession depuis le début de la semaine, personne ne veut insulter l'avenir... du moins le sien, à défaut de celui du PS.

Hamon, prototype de l'homme d'appareil (MJS, MNEF, cabinets de Jospin puis Aubry, soutien de Fabius ...) a com-

me tous ses petits camarades peaufiné depuis 25 ans son plan de carrière. Lui dont le crédo on ne peut plus basique est « *si tu te plantes, tu payes. Si tu ne plantes pas, tu passes à l'étape suivante* » est convaincu qu'il a une carte à jouer, visant une partie de l'espace occupé aujourd'hui par Mélenchon à qui, sitôt élu, il a proposé de « *construire une majorité gouvernementale cohérente* »... Une photo a refait surface ces derniers jours, celle des jeunes loups de la direction du PS en 93, souriants et satisfaits autour du chef Rocard : Hamon, Valls, Cambadélis, Moscovici, Bartolone, Glavany et... Mélenchon, tous ont su passer « à l'étape suivante » en ne reculant devant aucune contorsion. Chacun tente aujourd'hui à sa façon de ne pas sombrer avec le navire.

Un naufrage dans lequel est entraîné le PCF, menacé de perdre l'essentiel de ses élus issus d'alliances avec le PS. Espérant en sauver une partie, sa direction s'est résignée à passer sous les fourches caudines de Mélenchon... qui n'a aucune intention de lui laisser le moindre espace et a désigné ses propres candidat-e-s « France insoumise ».

Se réjouissant de la victoire de Hamon, la direction du PCF a appelé à « *retrouver le chemin du dialogue* » en vue de la « *constitution d'une majorité politique mettant en œuvre une politique résolument à gauche* »... rappelant « *nos candidats aux élections législatives construisent dans leur circonscription des arcs de rassemblement qui ne sont pas enfermés dans les appartenances partisans* ».

L'éditorialiste de *l'Huma* du 31 janvier expliquait de son côté : « *Voyons bien le phénomène de maturation en cours et à quel point cela donne du crédit et de la force à ceux, tous ceux, qui ont construit des contenus alternatifs crédibles et donnent de la cohérence, depuis longtemps, à ce qu'ils proposent. [...] La défaite cuisante du libéralisme au sein même du PS ouvre un nouveau chapitre de débats en profondeur dont l'issue reste incertaine* »...

Mélenchon a lui tenu à couper court : « *on parle d'une élection présidentielle, je suis candidat, j'ai dans les bottes toutes ces années passées à préparer le programme avec mes amis* »... Le même jour, il avait explosé au visage d'un cheminot à Périgueux « *j'use ma vie à vous défendre !* »... alors que celui-ci, en lutte contre la fermeture des ateliers SNCF, venait de l'interpeller : « *droite gauche mélangées, vous ne nous respectez pas ; on arrive à un point de rupture !* »...

Alors oui, des maturations s'accélérent, la révolte et la rupture avec les partis de gouvernement sont profondes au sein du monde du travail, parmi la jeunesse, chez tous ceux qui subissent l'offensive libérale, anti-ouvrière, anti-démocratique. Et pas plus le PCF que Hamon ou Mélenchon n'ont quelque « *contenu alternatif crédible* » à proposer, tous se situent au sein d'un système qu'ils servent depuis longtemps.

Le PS et le PCF, vieux partis qui étaient nés dans les luttes du mouvement ouvrier il y a un siècle, ont depuis longtemps été l'un après l'autre intégrés au plus haut niveau à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Produits de l'activité et des luttes de la classe ouvrière, ils les ont marchandés contre l'institutionnalisation. Ces partis arrivent

aujourd'hui au terme d'une longue évolution, désertés par les classes populaires et liquidés par leurs propres dirigeants.

Le mouvement ouvrier confronté dès sa naissance à la question des institutions et de l'indépendance de classe

C'est au lendemain de la Commune, alors que la classe ouvrière moderne se constituait et commençait à prendre conscience d'elle-même dans l'affrontement avec la bourgeoisie, qu'est né le mouvement socialiste, en même temps que se développaient les bourses du travail et les premiers syndicats. Des militants révolutionnaires posaient la question du pouvoir et de la nécessité d'une organisation politique, trouvant dans les idées du socialisme et du communisme, du marxisme, les armes pour le combat des prolétaires. Ce mouvement, rejoint par des intellectuels humanistes, démocrates, issus de la petite bourgeoisie radicale, a très rapidement été confronté à la logique institutionnelle et à son intégration à l'appareil d'État de la bourgeoisie.

Dès 1899, celle-ci proposait à un avocat et journaliste socialiste, Millerrand, d'entrer dans son gouvernement. Le mouvement socialiste se divisa alors entre ceux qui autour de Jaurès soutenaient Millerrand et ceux qui avec Guesde considéraient que le parti socialiste devait rester un parti d'opposition. Et ce n'est qu'en 1905, alors que se développaient les luttes de la classe ouvrière et sous la pression du mouvement socialiste international que les deux courants fusionnèrent pour devenir la section française de l'Internationale socialiste (SFIO).

Une longue intégration aux affaires de la bourgeoisie

La bourgeoisie n'aura désormais de cesse de tenter d'intégrer les différentes directions des partis ouvriers à la gestion de ses affaires pour mieux désarmer le mouvement ouvrier.

En 1914, la SFIO est emportée par la vague nationaliste, balayant ses textes de congrès et les proclamations internationalistes. Jaurès est un des rares à faire entendre une autre voix. Quelques jours après son assassinat, Guesde vote l'union sacrée et entre dans le gouvernement de guerre.

La puissante vague révolutionnaire qui suit la guerre et la révolution russe de 1917 donnent naissance à une nouvelle internationale, communiste. En France, le congrès de Tours de 1920 acte la rupture avec l'ancien parti socialiste et la naissance du PCF. Le jeune parti va attirer nombre de travailleurs, de jeunes, gagnés aux idées de la révolution et de la lutte de classe, du communisme. Mais la direction reste marquée par les mœurs, les réflexes hérités de l'ancien parti socialiste et de ses notables. En 1922, Trotski les dépeint dans un court texte, *Le drame du prolétariat français* :

« *Aucun autre prolétariat n'est aussi riche en souvenirs historiques, car aucun n'a eu une destinée aussi dramatique que le prolétariat français. Mais ce passé pèse sur lui comme une terrible menace pour l'avenir. [...] Le radi-*

calisme verbal, la politique des formules intransigeantes qui n'ouvre la voie à aucune action, et consacre par conséquent la passivité sous le masque de l'extrémisme était et reste la rouille la plus pernicieuse du mouvement ouvrier français. Des orateurs qui ne savent pas en commençant leur première phrase ce qu'ils diront dans la seconde ; d'habiles bureaucrates du formalisme qui ignore l'évolution des événements ; des chefs qui ne réfléchissent pas aux conséquences de leurs propres actions ; des individualistes qui, sous le drapeau de l'autonomie, de tout ce qu'on voudra : province, ville, syndicat, organisation, journal, défendent invariablement leur individualisme petit-bourgeois contre le contrôle, la responsabilité, la discipline ; des syndicalistes qui non seulement ne sentent pas le besoin mais même craignent de dire ce qui est, d'appeler une erreur par son nom, d'exiger d'eux-mêmes et des autres une réponse précise à une question, et qui masquent leur impuissance sous l'effort habituel du ritualisme révolutionnaire ; des poètes magnanimes qui veulent déverser sur la classe ouvrière les réserves de leur magnanimité ou de leur confusion mentale ; des saltimbanques, des improvisateurs qui sont trop paresseux pour penser et qui s'offensent qu'il y ait des gens qui aient la capacité de penser, des faiseurs de calembours dénués d'idées, des oracles de clocher ; des petits curés révolutionnaires d'église se combattant mutuellement, voilà le terrible poison du mouvement ouvrier français, voilà la menace, voilà le danger ».

Le mouvement ouvrier ne sera pas en mesure d'empêcher la reprise en main du PCF par la bureaucratie stalinienne dont les intérêts vont désormais dicter sa politique... Le PCF se ralliera à Blum et au Front populaire, au nom duquel Thorez appellera à terminer la grève, en juin 1936, alors que se prépare la marche à la guerre.

Interdit en 1939 suite au pacte Hitler-Staline, le PCF sortira de la guerre et de la clandestinité renforcé par le rôle qu'auront joué ses militants dans la Résistance... un crédit et une force qu'il mettra au service de De Gaulle et de la reconstruction de l'appareil de la bourgeoisie. C'est le début d'une longue histoire d'intégration à l'ensemble des institutions ponctuée par trois participations à un gouvernement... et d'un discrédit croissant.

Un parti des travailleurs, démocratique, révolutionnaire

Aujourd'hui, une page se tourne. La logique de l'institutionnalisation arrive à son terme : pour tenter de sauver leurs élus et leur place dans les institutions, les propres directions du PS et du PC ont choisi la liquidation.

Les illusions restent cependant tenaces... comme en témoignent celles nées de la qualification de Hamon et les appels à une nouvelle « union de la gauche », voulant croire à une « victoire » possible...

Dans des notes publiées récemment sur le site *Europe Solidaire Sans Frontières*, Léon Crémieux écrit à ce sujet : « Cette dynamique unitaire, malheureusement, va se construire sur le terrain uniquement institutionnel des mécanos électoraux [...] Il va sûrement y avoir un grand nombre de discussions dans les jours et les semaines à venir,

des cadres possibles de discussion de militants du mouvement social et politique. Cela doit être l'occasion non seulement de défendre nos idées, mais aussi de mettre en avant des propositions de rassemblement, social et politique de tous ceux, toutes celles qui combattent sur tous les fronts [...] Même si cela se polarise aujourd'hui sur l'aspect d'une candidature unique Mélenchon-Hamon, nous pouvons, nous, donner d'autres contenus sur le fond à partir des exigences sociales, des convergences entre courants militants, pour cesser d'être spectateurs des joutes et mécanos présidentiels et prendre nos affaires en mains ».

Si on souscrit au besoin de débats et de confrontations entre militants du monde du travail et du mouvement social, on ne peut que s'interroger sur le retour de cette quête d'un « rassemblement social et politique de tous ceux, toutes celles qui combattent sur tous les fronts ». Quel rassemblement et pour quel objectif, quel programme ? Et que signifie « cesser d'être spectateurs des joutes et mécanos présidentiels et prendre nos affaires en mains » ?

Nous ne sommes pas « spectateurs »... nous sommes extérieurs à ces « joutes et mécanos », indépendants. Nous nous situons sur un tout autre terrain que ceux qui nous promettent la révolution par les urnes, une sixième république et... une politique de gauche. Et si nous nous adressons à celles et ceux qui en sont aujourd'hui dupes, nous militons pour le rassemblement sur un terrain de classe. Nous nous adressons à la révolte de la jeunesse et du monde du travail, des opprimés pour aider à l'armer d'une compréhension des rapports sociaux et politiques, pour aider à la reconstruction d'une conscience de classe, la conscience de la capacité des opprimé-e-s et exploité-e-s à prendre en main les affaires publiques, à diriger la société dans l'intérêt collectif.

C'est ce qui fait le sens de la campagne autour de Philippe Poutou alors que les partis institutionnels s'enlisent dans les scandales et autres affaires de fraude, abus de pouvoir et de confiance qui, de toute évidence, sont « naturels » dans le monde des possédants qu'ils servent et dont ils sont partie prenante. Le parasitisme, la crasse, le cynisme du châtelain Fillon sont ceux de leur classe. Le monsieur propre qui promet du sang et des larmes pour « relever la France », ami des Tibéri, Dassault and Co n'a pas grand-chose à envier aux autres banquiers d'affaire, amis, conjoints d'industriels et de financiers qui peuplent les couloirs du pouvoir...

Alors que l'offensive capitaliste plonge les classes ouvrières et les peuples dans une crise économique, démocratique, écologique sans précédent, que les conditions de vie et l'exploitation des classes populaires se dégradent de manière brutale, l'heure n'est pas aux nouveaux mirages mais à porter l'actualité de la perspective socialiste et communiste, de la révolution, et la nécessité de la construction d'un parti démocratique et révolutionnaire qui naîtra des mobilisations et de l'activité de la classe ouvrière, des opprimé-e-s.

Isabelle Ufferte

« Politique industrielle » ou contrôle de l'économie par les travailleurs et la population ?...

L'appel « *Redonnons la priorité à l'industrie* » publié dans *Le Monde* trois jours avant le premier tour de la primaire du PS a de quoi surprendre... Les signataires avaient choisi d'entourer Montebourg, lui apportant un soutien plein d'intuition juste avant qu'il soit éliminé. Mais visiblement, les dirigeants du PG Eric Coquerel, Jacques Généreux, Danielle Simonnet, le secrétaire national du PC Pierre Laurent, les dirigeants syndicaux Philippe Martinez, Bernard Thibault et Jean-Claude Mailly, avaient ressenti l'urgence d'annoncer qu'une politique commune était possible avec l'ancien ministre de l'économie de Hollande, chantre du « *patriotisme économique* », devenu patron, vice-président du groupe Habitat...

La signature des dirigeants de la CGT et de FO donnait même un petit air de nostalgie de l'époque du Programme commun quand les confédérations syndicales avaient apporté leur soutien à Mitterrand, avec le résultat que l'on sait.

Le texte se présente comme une réponse à la situation de crise que nous vivons, avec les millions de chômeurs, les licenciements, les fermetures d'usine, la précarité et la pauvreté qui explosent... mais il s'inscrit dans la droite ligne de toutes les politiques d'État au service des patrons, avec une coloration à peine plus sociale que la politique menée sous Hollande.

Le contenu de l'appel a de quoi hérisser bien des militants syndicaux qui peuvent lire que P. Martinez et J.C. Mailly veulent « *favoriser un nouvel entrepreneuriat* ». Et l'appel continue sur la même veine : « *Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible* » (c'est nous qui soulignons). Comme si l'on pouvait convaincre le patronat de payer de bons salaires dans son propre intérêt, comme si les rapports sociaux n'étaient pas déterminés par une lutte de classe, de plus en plus âpre aujourd'hui !

Cette tentative de redonner un vernis de gauche à une politique libérale, un illusoire « *compromis entre le capital et le travail* », est bien vaine. Il n'y aura pas de bonne politique industrielle, répondant aux besoins de la population, sans que les travailleurs et la population n'en prennent le contrôle, pour décider démocratiquement de ce qu'il faut produire et comment.

La campagne pour l'industrie de la CGT

L'appel fait écho aux « *assises de l'industrie* » du 22 février que la CGT prépare avec l'objectif « *de démontrer qu'il existe aujourd'hui d'autres solutions réalisables et crédibles que celles déployées de concert par le Gouvernement et le patronat* ». Façon de renouer avec le « *dialogue social* », de faire des « *propositions* » qui ne reposent

sur aucun rapport de force concret et surtout sur aucune politique pour le construire.

Dans sa brochure « *L'urgence d'une reconquête industrielle* », ce n'est pas la lutte des classes, l'affrontement assumé entre le capital et le travail, qui est mise en avant, mais des phrases creuses pour « *inventer un nouveau mode de développement qui remette l'humain et le travail au centre* ». Il y est question aussi bien de « *l'appropriation collective des entreprises... sous des formes élaborées par les travailleurs eux-mêmes et les populations* » que de « *revoir les aides aux entreprises pour les réorienter vers la régénération des sites industriels et la création d'emplois* » ... un grand écart qui montre à quel point les rédacteurs n'y croient pas eux-mêmes.

Dans cette campagne, la CGT dénonce la financiarisation au nom d'une fausse opposition entre le capital financier et le capital industriel en écrivant : « *l'industrie est au service de la finance alors que cela devrait être l'inverse* », idée qu'on retrouve dans l'appel publié dans *Le Monde* : « *La finance continue d'étouffer l'industrie* » et que J.L. Mélenchon reprend aussi dans son programme en parlant de « *Définanciariser l'économie réelle* ».

Il y aurait d'un côté les patrons productifs, ceux de l'industrie, des PME, voire de l'économie sociale et solidaire, et de l'autre le système financier, actionnaires, banques, fonds de pension, qui étoufferait l'industrie. Comme si le capital n'était pas imbriqué, comme si les principaux groupes industriels et commerciaux, comme ceux de l'automobile et de la grande distribution, n'avaient pas mis en place leurs propres filiales financières qui leur assurent des rentes permanentes par les crédits sur la vente des autos, les leasing, crédits à la consommation, etc.

Et même quand une PME est effectivement étouffée par les banques, l'intérêt de ses propriétaires n'est pas de produire pour l'intérêt général, mais de produire pour faire du profit, valoriser son propre capital. Combien de patrons de PME ont revendu leur société pour empocher une plus-value financière, se moquant bien du sort des salariés ?

Mais surtout, toute cette campagne évacue l'essentiel : la critique de l'appropriation privée de la plus-value produite par le travail salarié, qui se fait dans les entreprises, et sans laquelle il n'y aurait pas de profits. Du coup, la critique de la finance se contente de contester la répartition de cette plus-value, tout en acceptant la domination des capitalistes sur l'économie, leur propriété privée défendue par les États.

Ainsi, l'antilibéralisme prétend défendre l'industrie et derrière elle le capital industriel pour sauver les emplois, incapable d'imaginer une économie débarrassée de l'exploitation capitaliste. L'anticapitalisme milite pour que les salariés se défendent eux-mêmes, leurs emplois, leurs salaires, par leurs luttes, contre l'alliance indissociable du capital industriel et financier.

« Y aura-t-il encore du travail demain ? »

L'appel publié dans *Le Monde* se veut aussi une réponse au débat sur la « *disparition du travail* » qui a fait la une avec le *revenu universel* de Hamon durant la primaire. Mais comment aborder la question des emplois sans celle de la politique des classes possédantes ? Le problème de la situation actuelle n'est ni la robotisation, ni la révolution numérique, commencée depuis un long moment, mais la politique de précarité généralisée par le biais de ces progrès.

Pour augmenter ses profits, la bourgeoisie attaque, avec l'aide des gouvernements, les acquis des salariés arrachés dans la période précédente, comme le CDI ou le droit du travail. On assiste ainsi à une explosion de la sous-traitance, des services fournis par des « autoentrepreneurs », ces fameux *Uber* qui nous renvoient aux conditions des travailleurs à domicile du XIX^e siècle.

Face à cette politique qui détourne les progrès techniques pour exploiter encore davantage le monde du travail, nous défendons la diminution du temps de travail et le partage du travail entre tous. Mais cela signifie poser le problème de qui dirige l'économie, en fonction de quels intérêts ? Cela signifie mettre en place un réel contrôle, démocratique et par en bas, contestant le droit des capitalistes à faire ce qu'ils veulent.

Les politiques de l'État... au service des patrons

Les politiques d'intervention de l'État finissent toutes par mettre l'argent des travailleurs et de la collectivité au service des intérêts privés. L'appel publié dans *Le Monde* reprend les mêmes recettes en affirmant que « *seul un développement des activités productives soutenu par une politique publique de relance et des dispositifs financiers tournés vers l'investissement dans l'industrie permettra de retrouver le chemin de la prospérité* ».

De quoi s'agit-il ? De commandes d'État, de subventions, de crédits peu chers, pour permettre à un « bon patronat » de relancer l'activité économique ? Mais quelle est la différence avec la logique du CICE, ce crédit d'impôt qui a fait cadeau de dizaines de milliards aux patrons, sous la promesse, bien sûr non tenue, de créer un million d'emplois ? Les signataires demandent des garanties ? Même pas. Seul un État des travailleurs, prêt à employer des mesures coercitives contre les patrons, jusqu'à l'expropriation, en s'appuyant sur le contrôle des travailleurs eux-mêmes, pourrait mettre un coup d'arrêt à ces groupes industriels et financiers qui profitent de la crise et de l'exploitation depuis des décennies.

Montebourg qui avait pour lui d'aller jusqu'au bout de cette logique de l'intervention d'État, prenait comme modèle... le capitalisme chinois ! « *Les États membres doivent aussi pouvoir agir, en aidant leurs entreprises, y compris financièrement dans la concurrence mondiale. En Chine, par exemple, les aides d'État elles, font l'objet de décisions officielles et assumées. La construction de leur industrie repose largement sur celles-ci.* » (lu sur son blog).

On n'est même plus dans les illusions sur les « nationalisations » façon Mitterrand en 1981, à l'époque où PS, PC

et CGT avaient laissé croire qu'en reprenant des secteurs dépassés du capitalisme français, l'État relancerait l'activité économique dans l'intérêt de l'emploi et des salariés. Les nationalisations avaient alors coûté des milliards à la collectivité pour racheter et moderniser des industries en bout de course, incapables de faire face aux conséquences de la crise des années 70. Les licenciements et leur coût ont été assumés par l'État. Le chômage a continué de grimper. Et les patrons ont pu retrouver leurs entreprises redevenues compétitives pendant la vague des privatisations menées par les gouvernements Balladur, Chirac et Jospin.

Le piège du souverainisme et du « patriotisme économique »

Tous ces « programmes », l'appel, la campagne de la CGT, celle de J.L. Mélenchon, s'inscrivent de fait, et de façon plus ou moins assumée, dans une forme de souverainisme, l'illusion que l'État national pourrait être une protection pour les travailleurs, alors qu'il est l'outil de la bourgeoisie dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Cette illusion nationale s'exprime dans l'appel publié dans *Le Monde* : « *La France a perdu un million d'emploi* » est-il écrit... comme si ce n'était pas des patrons de groupes français ou internationaux qui avaient supprimés des emplois de travailleurs français et immigrés. Chacune de ces attaques contre notre classe montre que le nationalisme est un piège et que les travailleurs n'ont pas de patrie, face à des patrons et à l'État qui leur offre toute latitude de supprimer des emplois. Alors, quand les signataires se donnent pour objectif de « *donner à la France la perspective et le dynamisme dont elle a besoin* », on comprend à quel point ils se situent sur un autre terrain que celui de l'intérêt des travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

La CGT va dans le même sens quand elle dénonce le fait que « *la France importe 60 % des produits industriels* » et qu'elle demande de « *réindustrialiser la France, de relocaliser des capacités de production* »... sans oser reprendre le « *Produisons français* » des années 80 et en atténuant cette tonalité avec de belles phrases sur « *une coopération mutuellement avantageuse pour les peuples* ».

J.L. Mélenchon va jusqu'au bout de cette logique dans son programme *L'avenir en commun*, dans sa partie « *Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France* ». Si nous partageons le constat des ravages de la mondialisation capitaliste, « *des droits sociaux soumis au chantage permanent du dumping, un bilan écologique désastreux, une industrie dévastée, une agriculture désorganisée, des régions entières condamnées* », ce n'est certainement ni « *un protectionnisme solidaire au service de l'intérêt général contre les multinationales et la mondialisation financière* », ni « *la défense de notre souveraineté industrielle* » qui résoudront le problème du chômage et de la concurrence internationale. Et l'ajout de commentaires en faveur de la solidarité internationale pour atténuer le caractère réactionnaire de la perspective du protectionnisme et du souverainisme ne change rien à l'affaire...

Cette logique conduit directement à la défense de conglomérats français (ou européens) qui seraient compétitifs

et puissants sur le marché mondial, ce qui signifie qu'ils imposeraient des conditions d'exploitation plus dures aux travailleurs. Montebourg l'exprimait crument dans son discours de candidature, voulant « *des champions européens et mondiaux dans les mines, dans la métallurgie, dans l'énergie (...). Nous pouvons reconstituer notre puissance industrielle et les emplois qui vont avec sur le territoire français* ». L'Etat au service des multinationales européennes... contre les Américains et les Chinois, la folle logique destructrice du nationalisme et de la concurrence.

Pas de marche arrière possible face au capitalisme mondialisé

Toutes les politiques antilibérales, qui prétendent compenser les effets de la crise par l'intervention de l'État sans remettre en question la propriété capitaliste, sont vouées à l'échec.

Le capitalisme est engagé dans une logique destructrice à l'échelle mondiale, ne pouvant ni s'étendre vers de nouveaux marchés, ni développer de nouvelles productions suffisamment importantes pour relancer la croissance. Le capitalisme a atteint une phase critique, où il ne peut satisfaire la soif de profits que par un durcissement de l'exploitation des travailleurs et de la nature.

Le ralentissement de la croissance des pays qui, comme le Brésil et la Chine, avaient pu tirer pendant un temps l'activité économique mondiale, entraîne une situation de surproduction, avec pour conséquences des fermetures d'usines, des licenciements.

Les capitaux refluent massivement à nouveau vers les marchés financiers, les Bourses, les dettes publiques, les produits dérivés, gonflant la bulle spéculative. L'impossibilité de réaliser autant de profits que le capital l'exige conduit vers une nouvelle étape de la crise financière, après celle de 2007-2008 au cours de laquelle les États, à commencer par l'administration Obama, avaient dû dépenser des centaines de milliards pour éviter un effondrement généralisé.

Rien ne peut réguler ce cours, calmer les appétits du capital, pas même ceux qui en tirent profits et qui sont à la tête des groupes financiers, dominés eux-mêmes par les mécanismes de la concurrence.

Le plan ou la planification démocratique par la population ? Prendre le contrôle sur la production

L'anarchie du marché, que ce soit les marchés financiers ou ceux des biens industriels, fait que les capitalistes ne sont jamais sûrs de réussir à vendre leurs marchandises pour réaliser la plus-value et faire des profits. Face à cette incertitude permanente, le patronat fait appel à l'État, à sa stabilité, en vivant directement de la dette et de ses commandes, comme le groupe Dassault qui profite depuis des décennies des commandes militaires, ou comme les géants du BTP qui s'enrichissent dans la construction des infrastructures et les partenariats public-privé (auto-routes, LGV, stades, etc.).

Les secteurs de l'énergie et des transports sont aussi ceux qui profitent le mieux de la planification minimum sans laquelle la société ne pourrait pas fonctionner. L'État fixe des cahiers des charges, des plans de production, s'engage à compenser les pertes si le marché n'absorbait pas toute la production... et à trouver des solutions si les groupes ne sont pas capables de fournir la production attendue. Dans tous ces mécanismes, c'est bien l'intérêt privé qui gouverne, pour permettre aux groupes de l'énergie ou des transports d'être rentables... sinon, tous ces secteurs seraient des services publics sous contrôle des travailleurs et des usagers, et pas des vaches à lait pour les actionnaires privés, les sous-traitants, les fournisseurs, les banques, etc.

La campagne de la CGT pose ces problèmes et affirme que « *reconquérir l'industrie, c'est planifier son développement !* »... Certes, mais cela se traduit par un appel à toutes les Unions locales et Départementales à faire des projets industriels pour leur bassin d'emploi, comme si le boulot des militants syndicaux, faisant face de tous côtés aux attaques des patrons et des nouvelles lois, était d'être une « *force de proposition* » pour des patrons tout à fait prêts à les écouter !

Le programme de JL Mélenchon qui propose de « *Réindustrialiser le pays par l'investissement, le rétablissement de plans de filières pour coordonner donneurs d'ordres et sous-traitants, clients et fournisseurs (par exemple SNCF et Alstom pour la filière ferroviaire, etc.), la création de pôles publics dans l'énergie ou les transports, la défense des industries stratégiques et la reconstruction de conglomerats combinant plusieurs activités* » laisse ouverte toutes les portes vers cette « *entente public-privé* », qui n'est que la soumission de l'argent public aux intérêts privés.

La planification démocratique dont nous avons besoin est en rupture avec ces choix politiques soumis aux intérêts du patronat. Il n'y a pas de « *compromis fondamental entre le capital et le travail* », que ce soit dans l'industrie ou ailleurs, mais une politique des classes dominantes pour maintenir le taux de profits à tout prix, aux dépens des intérêts de l'immense majorité.

La planification est indispensable, pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population et faire face aux dégâts sur l'environnement. Une telle politique est impossible par la « *loi du marché* » ou plutôt par la loi du profit maximum, face aux trusts qui dépassent les moyens des Etats, face aux banques.

Le contrôle des salariés, des employés sur la marche de leurs entreprises est le seul moyen d'imposer des mesures à la fois démocratiques et autoritaires face aux capitalistes. Cette politique ne peut se penser que dans le cadre d'un véritable affrontement, d'une lutte d'ensemble qui mette en avant la réquisition voire l'expropriation de secteurs comme les banques, l'énergie, la santé, etc. C'est bien d'un tel plan de bataille, d'une politique industrielle pour et par les travailleurs, dont nous avons besoin aujourd'hui.

Laurent Delage, François Minvielle